



projection

RÉSEAU DE PROFESSIONNELS JUNIORS

# La gestion des déchets dans les villes du Sud

## Compte-rendu de la rencontre Jeunes Professionnels

**Date** : 02 avril 2015

**Lieu** : Café Le Voltigeur, Paris

**Intervenants** : Guillaume Courtin (la Croix Rouge Française) et Audrey Pelerin (réseau Projection)

**Animatrices** : Alissia Senor et Audrey Pelerin (réseau Projection)

### 1. Problématique

#### Les constats :

La gestion des déchets dans les pays émergents est souvent déficiente. Elle fait également l'objet de moins d'attention que la problématique de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Ce sujet constitue pourtant un enjeu égal tant du point de vue environnemental que du point de vue sanitaire. Certains quartiers (non-lotis, informels) des villes du Sud cristallisent cette problématique, car ils regroupent les habitants les plus pauvres, souvent acteurs du secteur informel, et qui manquent de moyens matériels et financiers.

Quelles sont les conditions de succès de la gestion des déchets dans ces quartiers ? Quelles en sont les difficultés et les leviers d'amélioration ?

Pour alimenter le débat et tenter de répondre à ces questions, **Guillaume Courtin de la Croix Rouge Française** et **Audrey Pelerin** sont venus partager leurs expériences sur le sujet et enrichir les avancées du groupe de travail qui s'est créé en 2012 autour de la problématique énoncée.

#### Ce que l'on attend de cette rencontre :

- Faire un état des lieux général de la gestion des déchets dans certains quartiers des villes du Sud ;
- Découvrir les étapes de la gestion des déchets dans ces quartiers ;
- Débattre du rôle de la gouvernance et de la coopération multi-acteurs sur ce thème ;
- Appréhender les difficultés liées à la mise en place de cette filière dans ces villes ;
- Identifier les points d'amélioration pour une gestion optimisée.

### 2. Présentation des intervenants

#### 1. LES INTERVENANTS : GUILLAUME COURTIN ET AUDREY PELERIN

**Guillaume Courtin** : Après diverses expériences dans le domaine de la gestion des déchets, notamment en tant que chargé de mission « Prévention des déchets en Ile-de-France » chez Emmaüs France en 2013 et un VSI chez France Volontaires dans le cadre duquel il a mené un projet de gestion des déchets dans la ville de Dschang au Cameroun en 2011, Guillaume rejoint la Croix Rouge Française en juillet 2014 où il occupe le poste de chargé de programme Eau, Assainissement et Sécurité alimentaire. Membre du réseau Projection depuis septembre 2011, il participe également activement au groupe de travail sur les déchets dans les bidonvilles.

**Audrey Pelerin** : D'abord Chargée de projet chez Veolia pour la division Propreté, Audrey a rejoint le réseau Projection en juin 2014. Parmi ses activités figurent l'animation et le pilotage des groupes de travail du réseau dont le groupe de travail « Déchets et bidonvilles » lancé dans un premier temps en 2012.

### 3. Exemples de projets de gestion des déchets dans les quartiers informels

#### 1. LA GESTION DES DECHETS DANS LA VILLE DE DSCHANG AU CAMEROUN.

Le projet de gestion des déchets à Dschang (Cameroun) dont nous a fait part Guillaume Courtin a été lancé en 2011 avec pour objectifs de :

- développer la pré-collecte et supprimer les dépôts sauvages,
- renforcer la collecte,
- sensibiliser et former les équipes techniques de la commune,
- déployer un plan de communication grand public et sensibiliser la population au compostage individuel.

Il faut savoir qu'en Afrique, la production des déchets augmente à mesure que croissent la population ainsi que la consommation. Cette augmentation de la production des ordures ménagères a des conséquences sanitaires et environnementales. En effet, en l'absence d'une décharge réglementée et de pratiques de ramassage des ordures préétablies, des points noirs (petites décharges sauvages ponctuelles où les riverains déposent leurs déchets) voient le jour en ville. A Dschang, au démarrage du projet, il y avait peu de moyens de collecte et de traitement des déchets, ni de législation encadrant leur gestion.

#### 1. La caractérisation des ordures ménagères (OM), les études préliminaires et partenaires du projet.

Avant de proposer des solutions et un traitement adaptés, il faut dans un premier temps effectuer un travail d'identification des déchets. Est-ce du plastique ? Des métaux ? Ou des déchets biodégradables ? Et en quelles proportions ? C'est la caractérisation.

Dans les villes du Sud, comme au Cameroun, les déchets organiques représentent la majorité (70%) des ordures produites par la population, d'où la présence du volet « Compostage individuel » du projet de gestion des déchets à Dschang, une ville de 200 000 habitants mais dans un contexte encore assez rural.

Plusieurs études de faisabilité ont été menées, parmi lesquelles une « étude de caractérisation des ordures ménagères de la commune de Dschang » (2008, Triselec et ELANS) ou encore le « plan de Gestion des Ordures Ménagères pour la commune de Dschang » (2009, ELANS).

Pour mener à bien ce projet, un mécénat de compétence a été signé avec Veolia.

Les partenaires engagés en 2011 étaient la Commune de Dschang, le Conseil Général du Nord, la Fondation Veolia environnement, France Volontaires, l'Association TOCKEM et l'Association ELANS.

#### 2. Les grandes étapes du projet.

Dans un premier temps, il a été question d'identifier tous les dépôts sauvages de la ville de Dschang. Une fois la cartographie disponible, les actions de nettoyage ont été lancées afin de supprimer 7 dépôts

anarchiques majeurs. Néanmoins ces actions de propreté n'étaient pas pérennes car après un mois, les dépôts sauvages revenaient exactement au même endroit.

Exemple : Arrière du dépôt Guinness



AVANT



APRES

Couplées à ces nettoyages, des actions de communication, de sensibilisation et de prévention auprès de la population ont été menées. Une émission de radio a vu le jour, des interventions dans les établissements scolaires reprenant la typologie des déchets (caractérisation des OM) ont été organisées ainsi que des formations pour sensibiliser la population aux bonnes pratiques en matière de gestion des déchets.

Exemple : Le concours « mon école propre » a été organisé le 11 février lors de la Fête nationale de la Jeunesse.

L'optimisation de la collecte a été un autre volet principal du projet de gestion des déchets dans la ville de Dschang.



Parmi les actions menées figure la confection d'équipements de travail pour 50 personnes : gants, chaussures de sécurité, tenues adaptées etc.

L'optimisation de la collecte est aussi passée par la mise en place d'une pré-collecte par des charretiers et par un diagnostic du parc de véhicules. L'idée était de développer une collecte par camions et de communiquer sur les effets néfastes d'une mauvaise gestion.

Le projet a été poursuivi par CEFREPADE et Gevalor qui ont renforcé les capacités locales et assuré la reprise des déchets issus de la précollecte par la collectivité à la fin du projet.

Un camion de collecte a été fabriqué sur mesure, pour un coût de 200 000 euros, et adapté aux conditions locales, qu'elles soient climatiques, géographiques ou matérielles :

- les rues étant souvent plus étroites et difficiles d'accès, il faut donc que les camions soient dimensionnés pour passer dans le plus d'endroits possibles ;
- avec le manque de moyens techniques et financiers, il faut que la mécanisation soit réduite au minimum assurant la pérennité de la collecte et la possibilité de réparations en cas de panne ;
- contrairement en France, on favorise la main-d'œuvre en Afrique : des plateformes supplémentaires ont été ajoutées au camion pour les équipiers de collecte, etc.



Camion de collecte des déchets à Dschang

Enfin, le projet de gestion des déchets à Dschang comprenait un volet « Compostage domestique ». Après un travail de sensibilisation sur l'apport de cette technique, la commune de Dschang et les partenaires du projet ont dégagé un espace pour le compostage des déchets organiques.

## 2. PROJET EXPLORATOIRE SUR LA GESTION DES DECHETS A PONDICHERY.

A l'occasion d'un séjour à Pondichéry en 2012, Audrey Pelerin a pris l'initiative de mener une enquête sur la manière dont étaient gérés les déchets dans cette ville. Cette étude a débouché sur une présentation qui a fait l'objet d'une intervention dans un lycée.

### 1. La gestion des déchets par PMSPL

La création d'une joint-venture – PMSPL (Pondicherry Municipal Services Private Limited) - en 2010, a permis de mettre en place une gestion raisonnée des déchets dans la ville où la propreté laissait à désirer.

En effet, les foyers se sont vus pourvus de bacs roulants. La collecte était effectuée de façon sécurisée par des employés formés et des bennes à ordures ménagères modernes. PMSPL acheminait ensuite les déchets vers la décharge située aux abords de la ville dans la décharge à ciel ouvert à proximité de l'aéroport et de la Station d'épuration des eaux usées. La décharge comprenait :

- une zone de pesage à l'entrée qui permettait un suivi pour la traçabilité des déchets,
- une zone de stockage,
- et une zone où les matières organiques étaient séparées du reste pour le compostage. En effet, les déchets fermentescibles y étaient valorisés sous forme de compost certifié puis livré aux agriculteurs de proximité.



Pont bascule en entrée de la décharge



Compost certifié

### 2. L'échec de la joint-venture et la mise en place d'une gestion de quartier

Néanmoins, suite aux élections de 2012, le parti au pouvoir a conduit à un revirement politique sur la stratégie de la gestion des déchets dans la ville. Les employés de la joint venture n'étant plus

payés, PMSPL dénonça le contrat, repris son matériel et quitta la ville, privant les habitants de solutions de secours, les poubelles publiques de la ville ayant été détruites au moment de la signature du contrat avec PMSPL.

Les populations sont restées sans autre solution que de ramasser les ordures à la main, sans gants, ni masques, pour débarrasser les décharges sauvages, jusqu'à ce que la municipalité donne son aide (particulièrement dans l'ancien quartier français, le quartier touristique) et soutienne les initiatives de quartiers.

L'échec de la *joint-venture* a conduit à la mise en place d'une organisation à l'échelle du quartier. Un système efficace de collecte en porte-à-porte avec tri des déchets à la source a par exemple vu le jour. Cette collecte, prise en charge par la société La Pléiade s'effectue grâce à des chariots différenciant le papier, les ordures ménagères (cuisine etc.), le plastique et les déchets organiques. Cinq équipiers de collecte se rendent 3 heures par jour de maison en maison pour assurer le ramassage des déchets. Chaque foyer apporte une **contribution tarifaire mensuelle** de 30 roupies qui inclue la collecte, le transport et le traitement des ordures.

Les autres foyers déposaient leurs déchets sur des dépôts sauvages aux intersections des grandes rues. Ces dépôts étaient collectés par des camions mis à disposition par la ville. Les équipiers de collecte, comme les photos le montrent, n'étaient ni de masques, ni de gants.



Dépôt sauvage de quartier



Collecte des dépôts sauvages des quartiers

### 3. Les problèmes liés à la décharge et à la collecte informelle

Outre cette gestion des ordures ménagères dans des décharges de quartier sauvages, certains problèmes, sanitaires notamment restent préoccupants.

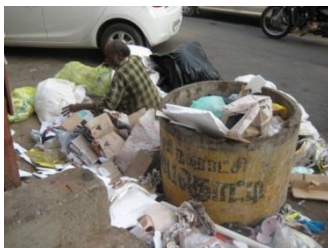
*Exemple : la décharge à la limite de la ville se situe à proximité de la STEP (station d'épuration) : des jus de percolation s'écoulent dans les bassins de la STEP et forment des mousses. Le processus d'épuration de l'eau est moins efficace, engendrant la pollution de l'eau traitée à proximité de la décharge.*

Toujours au niveau de la décharge, depuis la fin de la *joint-venture* et la reprise en main de la collecte et du transport par des associations de quartier, un amalgame est fait entre les camions de la municipalité et les autres camions : on ne sait plus ce qui entre et sort de la décharge. Le processus de compostage des déchets organiques peut aussi entraîner des complications : avec la chaleur, les montagnes de déchets organiques dégagent de la fumée,





est-ce le processus de compostage qui commence ou des départs de feu ?



La reprise de la collecte par les associations de quartier pose aussi la question de la sécurité lors de cette phase comme vu sur les photos ci dessus : les employés qui étaient équipés de gants, masques, etc laissent place à des personnes qui trient les déchets à même le sol sans aucune protection.

#### 4. L'instauration d'une économie parallèle.

Par ailleurs, une partie des déchets réintègre aujourd'hui le circuit formel grâce aux récupérateurs informels qui les vendent à des boutiques : à Pondichéry, les « Goudan » ou « Goujil » sont de petites boutiques où la population peut amener ses déchets valorisables (bouteilles en plastique, verre, carton, papier, ferrailles etc.) en échange d'une rémunération.

Exemple : 1 bouteille en plastique = 1 roupie



Goudan ou goujil : boutique de tri de quartier

Il se crée alors une véritable économie parallèle via le secteur informel. Des collecteurs informels récupèrent le plus de déchets valorisables.



Retour du plastique en plasturgie



Retour des bouteilles Kingfisher en industrie pour stérilisation et réutilisation



Retour du papier en papeterie

### 3. CONCLUSIONS.

Une meilleure gestion des déchets dans les villes du Sud passe par des actions de communication et de sensibilisation de la population ainsi que par le renforcement des compétences techniques des acteurs locaux. Les deux projets qui ont été abordés lors de la rencontre soulignent ces idées.

Des solutions similaires peuvent être dégagées comme celle concernant le compostage (les déchets organiques représentant une part importante dans les ordures ménagères dans les villes du Sud).

Néanmoins, il est possible également de dégager des difficultés similaires telles que la question de la pérennité des actions menées. Dans le cas de la ville de Dschang, les décharges sauvages réapparaissent spontanément au même endroit un mois après que ce dernier ait été nettoyé. Doit-on parler d'incivilité ? D'une certaine manière, mais pas réellement puisqu'il y a une certaine civilité à toujours choisir le même endroit pour déposer ses déchets et à ce que tout le monde les dépose à cet endroit. De plus, si la benne à ordures la plus proche semble déjà loin pour les habitants, ceux-ci peuvent être découragés et reprendre leurs habitudes antérieures. Dans le cas de Pondichéry, les « mauvaises

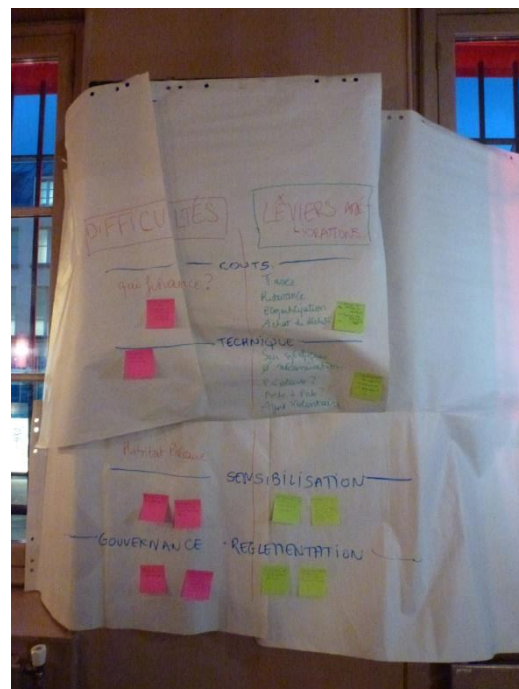
habitudes » reprennent le dessus notamment en ce qui concerne la sécurité sanitaire (manque d'équipement, proximité de la décharge avec la STEP...).

Ce retour aux « mauvaises » habitudes pose la question des obstacles à la bonne gestion des déchets dans ces villes (coût, cadre réglementaire, technique, etc.) et des difficultés de changer les comportements, qui passe généralement par un accompagnement éducatif et la sensibilisation, et qui doit perdurer dans le temps.

**4. Brainstorming : Quels sont les difficultés et les leviers d'amélioration pour une bonne gestion des déchets dans les villes du Sud ?**

**1. IDENTIFICATION DES DIFFICULTES ET DES LEVIERS D'AMELIORATION DE LA GESTION DES DECHETS**

Les participants à la rencontre ont par la suite été mis à contribution afin de dégager les difficultés et les leviers d'améliorations associés, en rapport avec ce qui a été dit lors des présentations de cas concrets et en y ajoutant leur(s) expérience(s). Les points ressortis des échanges sont les suivants :



Thématique	Difficulté(s)	Levier(s) d'amélioration
<b>Coût</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement de la filière au niveau institutionnel et au niveau de la population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taxe</li> <li>• Redevance</li> <li>• Eco-participation</li> <li>• Achats des matières recyclables</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recouvrement des ménages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation des ménages pour une contribution financière</li> <li>• Trouver des débouchés (ex. compostage)</li> </ul>

<b>Technique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de compétences techniques</li> <li>• Pollution (ex. déchets brûlés, proximité entre déchets solides et eaux usées)</li> <li>• Manque de filières de collecte et de traitement des déchets adaptées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités</li> <li>• Formation</li> <li>• Contenants et matériels spécifiques</li> <li>• Eviter la mécanisation (coûts réparations élevés, pas le matériel d'entretien nécessaire, etc.)</li> <li>• Proposer différents types de collecte : Apport volontaire, Pré-collecte/Porte-à-porte (s'appuyer sur le secteur informel)</li> <li>• Bien gérer l'ensemble de la filière jusqu'au traitement final du déchet</li> </ul>
<b>Planification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aspect foncier : villes en expansion, manque de planification</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre au point une planification urbaine</li> <li>• Utiliser un schéma directeur adapté aux réalités locales</li> </ul>
<b>Sensibilisation/éducation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation des communautés <ul style="list-style-type: none"> <li>• Méconnaissance des risques liés à une mauvaise gestion</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Informer à chaque étape</li> <li>• Sensibiliser à la prévention : journées de nettoyage, intervention dans les écoles, animations, jeux, émissions de radio etc.</li> <li>• Organiser des formations, des concours</li> </ul>
<b>Gouvernance/réglementation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'un cadre réglementaire</li> <li>• Une diversité d'acteurs à mettre en lien (informel/municipalité/secteur privé etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication et prise de conscience politique</li> <li>• Concertation, partage des rôles, mise en place d'une gouvernance cohérente</li> </ul>

## 2. DISCUSSIONS A PARTIR DES RESULTATS

*A partir des résultats trouvés lors de l'activité, différents points de discussion sont ressortis. Ils seront restitués ici selon les thématiques dégagées précédemment.*

### Coûts :

Par rapport au financement de la gestion, plusieurs questions se sont posées parmi lesquelles celle relative au fait que parfois la population se demande pourquoi elle devrait payer pour un service public.

Par ailleurs au Cameroun, on peut pointer un conflit issu de la valorisation des déchets : les ménages contribuent financièrement à la gestion et certains sont amenés à payer deux fois, lors de la pré-collecte assurée par de petits entrepreneurs locaux qui ont un contrat avec la mairie, et pour le traitement en décharge (financée par l'Etat). Toutefois, il est possible que la population paie effectivement deux fois, mais ne paie pas pour la même chose : la première partie concerne bel et bien



la pré-collecte et la seconde le transport et le traitement des déchets. Le cycle des déchets est donc pris dans son intégralité mais le financement des étapes n'a pas été doublé.

Néanmoins, il existe bien un conflit entre les petits collecteurs – qui assurent la pré-collecte - payés au tonnage avec les entreprises, car ce sont ces dernières qui touchent les subventions de l'Etat ou extérieures alors qu'aucune part ne leur est reversée (Tam-Tam Mobile).

#### **Planification :**

En ce qui concerne les soucis d'accès des quartiers informels des villes du Sud, la planification urbaine a été mentionnée parmi les solutions envisageables. D'autre part, il faudrait veiller à appréhender la gestion des déchets dans les villes du Sud autrement qu'au travers de notre spectre nordiste et éviter de vouloir à tout prix transposer ce qui a fonctionné ailleurs aux villes du Sud, ou « vendre » nos modèles de gestion aux élus sans les adapter aux réalités locales. Sur ce point, un travail de sensibilisation des élus serait à mener.

La discussion a aussi mené à la question de la déconstruction des idées fausses : par exemple, nous n'avons qu'à reprendre le cas de Naples, (les décharges étaient surchargées suspendant la collecte, implication du crime organisé campanien dans la gestion des déchets...) etc. pour constater que la gestion des déchets au Nord n'est pas toujours à 100% efficiente. Il est important de ne pas taire ces expériences et de ne pas jouer un jeu d'intox.

*Exemple : la production d'électricité avec les OM, solution miracle ?*

#### **Sensibilisation :**

La sensibilisation reste la clé d'une bonne gestion des déchets. L'idéal serait de réduire la production de déchets à la source pour atteindre l'objectif « Zéro déchets ». Cependant, dans les villes du Sud, la population a parfois accès à des produits qui peuvent être indispensables pour améliorer leur quotidien, mais générateurs de déchets.

*Exemple : Au Burkina Faso, la population a beaucoup recours aux briquets « lampe-torches » : la lampe fonctionne grâce à la consommation du gaz, qui s'épuise très vite et produit donc beaucoup de déchets très difficilement traités. Néanmoins, ces outils servent beaucoup dans des villes où l'électricité est régulièrement coupée.*

De la même manière, la population n'a pas toujours les moyens financiers pour produire moins de déchets. Il est toujours préférable d'acheter en grande quantité pour produire moins de débris (d'emballage notamment) mais dans des ménages qui vivent parfois au jour le jour, il peut être difficile d'économiser pour adopter ce type de comportement.

## **5. Perspectives : la gestion des déchets au niveau de la réglementation internationale**

2015 est une année charnière en ce qui concerne la réglementation internationale. Elle marque la fin des Objectifs du Millénaire, dont les objectifs à tenir concernaient majoritairement le Sud, et le début des ODD (Objectifs de Développement Durable) qui cette fois s'adressent autant au Nord qu'au Sud dans la ligne de conduite à tenir.

Mais est-ce que la gestion des déchets a été inscrite dans ces nouveaux objectifs ? Fait-elle l'objet d'une nouvelle réglementation internationale ou autre ?

La gestion des déchets, tout comme l'assainissement, n'attire malheureusement pas assez de financements pour apparaître au niveau international. La pollution issue de déchets (éliminés par incinération par exemple), bien que productrice de gaz à effet de serre, ne figure pas non plus à l'agenda de la COP21. Avec les 10 ans de la loi Oudin-Santini, dont les résultats sont mitigés, le SICTOM et la Mairie de Paris se lancent dans le « 1% déchets », une loi reprenant les principes d'aide à la coopération des collectivités pour l'accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les pays du Sud.

## 6. Groupe de travail « déchets » du réseau Projection

La rencontre s'est achevée sur l'explication de la reprise du groupe de travail « déchets » par Audrey Pelerin.

Ce groupe de travail a initialement vu le jour en 2012 pour compléter le travail réalisé sur l'eau et l'assainissement pour le projet « From planet of slums to planet of solutions » (exposition Bidonvilles) présenté au 6<sup>e</sup> Forum de l'Eau de 2011 à Marseille.

Il s'agissait d'ouvrir la réflexion sur les enjeux de la gestion des déchets en gardant à l'esprit les priorités que sont la prise en compte de l'utilisateur dans une démarche participative et la réflexion plus large de l'intégration du bidonville dans l'espace urbain.

Les changements d'organisation au sein du réseau ont malheureusement repoussé la reprise de ce groupe de travail, qui va aboutir cette fois sur une synthèse collaborative avec des retours de terrain. Le groupe de travail vise également à s'élargir, par conséquent, si la gestion des déchets dans les villes du Sud vous intéresse et que vous souhaitez participer à la réflexion et l'enrichir de vos expériences, n'hésitez pas à nous le faire savoir en nous contactant à [info@reseauprojection.org](mailto:info@reseauprojection.org)

## Pour aller plus loin

- **Les fabuleux bénéfiques du Système D (documentaire Arte) - vidéo :**  
<http://www.replay.fr/les-fabuleux-benefices-du-systeme-d-2224533>
- **Mise en place d'un mécanisme « 1% Déchet » pour le financement innovant de la coopération décentralisée (diplomatie.gouv) – Pdf :**  
[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/F3E\\_Etude\\_Dechets\\_Rapport\\_Final\\_cle487c68.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/F3E_Etude_Dechets_Rapport_Final_cle487c68.pdf)

### Etaient présents à cette rencontre :

	Nom	Prénom	Mail
1	BEGUIN	Zura	zura.beguin@gmail.com
2	BOUDOUX D'HAUTEFEUILLE	Madeleine	mdhautefeuille@orange.fr
3	BOURDON	Amandine	amandine.bourdon11@gmail.com
4	CHUILON	Timothée	tchuilon@gmail.com
5	COURTIN	Guillaume	guillaumecourtin@hotmail.com
6	GOUTTEBROZE	Marie	mariegouttebroze@seureca.com
7	JANET	Rémy	remy.janet@gmail.com
8	KAMBOU-GUIARD	Félicie	f.kambou-guiard@reseauprojection.org
9	LABONNE	Germain	germain.labonne@gmail.com
10	LAZARE	Albin	albin.lazare@gmail.com
11	LOSSOUARN	Cléo	cleo.lossouarn@siaap.fr
12	OND	Nelly	nelly_ond@yahoo.fr
13	PELERIN	Audrey	audrey@reseauprojection.org
14	ROMAN	Alexis	alexis.roman@rain-drop.org
15	SENROR	Alissia	alissia.senor@reseauprojection.org
16	THIRIAT	Céline	celine.thiriat@live.fr
17	TOUSSAINT	Louis	louis.toussaint@gmx.com

### **La discussion continue !**

N'hésitez pas à nous faire parvenir vos remarques, vos idées, ou vos propositions :

Directement sur notre site Internet :

Ou par mail : [info@reseauprojection.org](mailto:info@reseauprojection.org)